



CYCLE : « LE DEVENIR DE L'EUROPE »

**COMPTE-RENDU DU PETIT-DEJEUNER AVEC SON
EXCELLENCE MONSIEUR L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE,
FERNANDO CARDERERA**

2 FEVRIER 2018

Compte-rendu rédigé par Monsieur Philippe RATTE

Cycle Europe 2018 : Quel devenir pour l'Union Européenne? - Mardi 16 janvier 2018

Le cadre fastueux de l'Hôtel de Wagram où se déroula l'entretien, fut acquis à dessein par le Royaume d'Espagne en 1923 pour manifester la grandeur d'un pays avec une grande tradition et une longue histoire, qui régna sur la moitié du monde, exerça une prépondérance sur une bonne part du grand siècle et perpétua la dynastie des Bourbons.

1 Un pays moderne et en expansion

La réalité de l'Espagne contemporaine soutient brillamment ce placement symbolique au premier rang des nations. On sait bien sûr comment elle est parvenue assez remarquablement à redresser une économie fortement atteinte par la crise de 2008, on admire l'équilibre audacieux et subtil qu'elle entretient entre identités et appartenances, que ce soit au sein du Royaume entre les régions ou au sein de l'Union Européenne, ou encore dans le vaste monde de la Hispanidad. Son pacte fondamental de 1978 et la manière dont le pays est sorti d'un passé douloureux inspire beaucoup de respect.

On sait moins combien l'Espagne est un pays moderne et dynamique.

Elle l'est d'abord par le haut degré d'ouverture de son économie, qui exporte 35 % de son PIB, proportion que seule l'Allemagne dépasse en Europe. Elle est la quatrième économie de l'Union, et progresse au taux envié de 3% par an, sans doute légèrement amoindri en 2018 mais toujours soutenu. Elle accueille pour 700 Md d'IDE, 12 400 entreprises étrangères sont présentes sur son territoire, que visitent 82M de touristes chaque année, chiffre voisin de celui qui place la France au premier rang dans ce domaine. Elle en tire 82 Md d'€, ce qui est le deuxième meilleur taux de dépense par touriste en Europe. Sa langue est la deuxième langue maternelle dans le monde et la plus parlée après l'anglais, ainsi que la deuxième la plus utilisée sur Internet et la plus étudiée aussi : 3. 200 000 élèves l'apprennent en France.

Partout dans le monde opèrent de grandes entreprises espagnoles : 20% des autoroutes françaises sont exploitées par une société espagnole, 40% des infrastructures dans le monde sont soit gérées soit construites par des firmes espagnoles, qu'on retrouve dans la construction du canal de Panama, de nombreux aéroports, de ports, de villes, de métros, de barrages, de lignes électriques. Les TGV La Mecque Médine, et Istanbul-Ankara sont espagnols. Il est vrai que l'Espagne, avec 3 600 km de LGV, a le plus grand réseau du monde après la seule Chine. 100% de l'espace aérien allemand, 60% de celui de la Chine sont sous le contrôle de systèmes espagnols. Le premier producteur d'énergie renouvelable aux USA est espagnol. Que ce soit dans le domaine de l'automobile, où elle est le deuxième producteur européen, ou de la confection et de la mode, où elle est première, en matière d'électronique, d'espace, d'avionique, où elle compte nombre d'entreprises de pointe, l'Espagne se distingue dans tous les domaines du commerce et de l'industrie. Plusieurs de ses entreprises sont devenues des multinationales importantes, par exemple la banque Santander. Elle est un des pays qui comptent

dans l'ESA (Agence spatiale européenne). Elle est fière en outre d'être le pays au monde le plus performant en matière de greffes d'organes grâce à une organisation excellente qui a permis en un seul jour d'effectuer 29 transplantations et qui en réalise plus de 5 000 par an.

Malgré tous ces atouts, l'Espagne a beaucoup souffert de la crise et des efforts qu'elle a dû consentir pour s'en guérir et revenir dans les normes européennes. De 11%, son déficit a été ramené à 3% cette année, le marché du travail a été réformé, la fiscalité aussi, les banques et notamment les caisses d'épargne ont été assainies moyennant un grand emprunt de 56 Md €. La dernière ombre à demeurer au tableau c'est le chômage, qui touche toujours 16% de la population, après avoir atteint 26% il y a quelques années.

Au moment où le pays achève de sortir de cette mauvaise passe, l'année 2017 y a vu éclater une crise politique qui a étonné le monde.

2 Une crise institutionnelle

L'Espagne est un Royaume extrêmement décentralisé. Les Communautés ou Régions y jouissent d'une autonomie plus grande que n'importe laquelle des 95 régions européennes. C'est l'effet du pacte constitutionnel de 1978, qui a établi le fondement de deux loyautés compatibles, pour tous les citoyens espagnols, celle qui singularise leur région et celle qu'ils doivent à la nation en tant que tout. Cet exercice familial a du reste mis les Espagnols très à l'aise pour gérer le couplage entre leur identité nationale et leur appartenance européenne, qu'ils cultivent conjointement de manière toute naturelle.

Dans ce cadre si ouvert, la déclaration unilatérale d'indépendance votée par le Parlement catalan le 27 octobre 2017 crée une déchirure injustifiable. Quoi qu'on en pense sur le fond, il est patent qu'il y a là une violation du droit constitutionnel espagnol aussi bien que du droit catalan, et par-dessus le marché une violation éhontée des formes les plus élémentaires du droit tout court. Cette réforme prétendument constitutionnelle a, dans une matière qui partout au monde s'entoure de précautions et formalismes plus exigeants que pour la loi ordinaire, superbement ignoré le droit, la justice, la majorité. De la part de cette dernière, consentir à ce que la mécanique électorale autorise une coalition parlementaire indépendantiste à gouverner la Généralité est une chose, tolérer que cette minorité d'idées détourne la loi pour proclamer une indépendance que ne souhaitent nullement la plupart des habitants et que réprouve la loi fondamentale du Royaume ainsi que la propre Constitution régionale (Estatuto d'Autonomia) en est une autre. On est dans un cas caractérisé d'abus, voire de détournement de pouvoir, de la part d'un groupe fanatique grisé par une pensée unique sectaire bafouant la réalité d'une région composite, plurielle, et liée au reste de l'Espagne par des liens aussi anciens que profonds et innombrables. Où est-on quand un ministre de la Généralité déclare que ne pas se joindre au vote indépendantiste du 1^{er} octobre, c'est renier la qualité de citoyen pour subir celle de sujet ? Ou que la présidente du Parlement catalan s'autorise à dire qui ne vote pas pour l'indépendance n'est pas catalan ? On a affaire à des gens qu'aveugle une obsession qu'ils ont tout à fait le droit de cultiver, mais

certainement pas celui d'imposer comme un choix collectif aussi radical, au mépris de la Loi et de toutes les règles du jeu d'une démocratie.

L'arbitre en la matière, que ce soit devant la Justice espagnole ou devant le jugement de l'Europe et été le droit. Le gouvernement s'en est tenu à l'application simple de la Constitution, qui lui donne par son article 155 le droit de prendre le contrôle d'une Généralité dans certaines conditions, manifestement remplies par la violation flagrante et délibérée du droit dont s'est rendu ouvertement coupable le gouvernement de la Généralité de Catalogne fin 2017.

À un coup d'État caractérisé et pleinement assumé comme tel par ses auteurs, le gouvernement a répondu par une application ferme et calme du droit, restaurant sans heurts l'état de droit, pour garantir l'autonomie de la Catalogne et protéger les droits et libertés de tous, se contentant de déférer à la justice ceux qui s'étaient placés hors la loi. L'opinion européenne, espagnole et même catalane l'a pleinement suivi et approuvé dans cette démarche légitime et raisonnable. Car la Catalogne, si elle abrite de tout temps un courant autonomiste fort se réclamant d'une autochtonie plus ou moins mythique, est une région espagnole composite, diverse, moderne, amplement inscrite dans des échanges denses avec le reste du monde.

Quoi qu'il en soit, le rétablissement de l'ordre légal s'est fait sans difficultés, et la déclaration d'indépendance n'a eu aucune conséquence pratique, sinon la fuite ou l'internement de ses auteurs et un profond clivage de l'opinion, qui jusque-là s'accommodait avec aisance de la grande tessiture des identités personnelles et locales au sein du Royaume. Le fait d'avoir dans la foulée organisé des élections a coupé court à toute incrimination, et le taux de participation de 81,93%, exceptionnel pour une consultation régionale, a montré que les citoyens étaient conscients de s'être vu donner le dernier mot. Tout cela a amené un climat de soulagement, après la très vive tension délibérément créée par le cartel des mouvements indépendantistes fin 2017.

Aux élections du 21 décembre, les partis séparatistes ont obtenu une courte majorité absolue au Parlement^[1], avec 70 sièges sur 135, mais le parti anti-indépendance Ciudadanos est arrivé en tête des suffrages exprimés. Il faut dans ce résultat tenir compte de ce que le régime électoral en Catalogne favorise les suffrages ruraux, où recrutent les indépendantistes. On verra comment discuter avec cette nouvelle majorité, tout est sur la table de futures négociations s'inscrivant dans la légalité. On note cependant une division interne des indépendantistes au lendemain de leur coup de force; l'ancienne présidente du parlement s'est retirée de la vie politique, l'ancien président Mas a renoncé à présider son parti après avoir été inculpé pour malversation de fonds et financement illégal du parti, plusieurs dirigeants sont en prison ou en fuite, inculpés de sédition et rébellion et pour certains de malversations.

3 Des effets en cascade

La société catalane est désormais profondément clivée. Les indépendantistes lui ont inoculé un virus qui sera long à passiver. Car, au-delà de l'inflammation idéologique, c'est toute la vie économique et sociale de la Catalogne qui a été ébranlée par le séisme. En faisant à dessein passer les effets de « l'austérité », nom

plaqué sur les politiques de rigueur rendues nécessaires par les efforts de sortie de crise, pour une sorte d'oppression madrilène du gouvernement PP de l'Espagne, les dirigeants catalans avaient capitalisé sur le mécontentement social qu'entraînent inévitablement des politiques de redressement des finances publiques, tandis qu'ils employaient pour leur part de l'argent public à financer les campagnes de leurs mouvements irrédentistes. De sorte que dans le soutien populaire à la cause indépendantiste vinrent se mêler des ressentiments sociaux à des traditions terriennes, des protestations conjoncturelles à une passion régionaliste, sans parler de la collusion improbable entre dépit de la grande bourgeoisie barcelonaise et gauchisme ultra d'une partie de la jeunesse catalane. Tout ce monde s'est mutuellement excité à imaginer que l'indépendance résoudrait tous les problèmes à la fois, et amènerait comme par miracle une arcadie catalane conjuguant prospérité capitaliste et utopie anarchiste, démocratie idéale et pensée unique, aisance fiscale et emploi réservé pour tous, dans une promesse de bonheur durable que l'Europe bénirait.

Or c'est exactement le contraire qui se produit, dans des proportions qu'on ne soupçonnait pas : Le tourisme a perdu 100 000 visiteurs en deux mois, les ventes de voitures ont chuté de 30%, 44% des entreprises ont perdu des clients, 56% ont enregistré une baisse de leurs ventes, jusqu'à un volume de 20% dans les grandes surfaces, 46% ont suspendu tout investissement, 24% ont cessé toute embauche, et surtout 3 200 sont parties définitivement ! Le plus gros éditeur historique espagnol, d'envergure internationale, a quitté Barcelone pour Madrid sans esprit de retour, ainsi que plusieurs très grosses entreprises espagnoles qui trouvaient commode d'avoir leur siège dans la capitale catalane. C'est tout un volant d'emploi direct et indirect (restaurants, services, commerces, transports, logement, etc.) qui y perd des milliers de personnes et un énorme chiffre d'affaires, sans compter l'effet induit de déclassement de la place, plus impondérable, mais peut être plus fatal à terme. Des écrivains, des artistes, des intellectuels ont quitté Barcelone, las de se faire invectiver par des gens qui cultivent une identité du sang et non de la citoyenneté^[2]. On voit même s'organiser via l'Internet et les réseaux sociaux une nouvelle région virtuelle, la Tabarnia, ensemble de dix circonscriptions des provinces de Tarragone et Barcelone, la capitale incluse, qui menacent si ça continue de s'appliquer d'office la logique des indépendantistes pour se séparer de la Catalogne et devenir à leur tour une nouvelle communauté autonome, mais au sein de l'Espagne. Plus de 200 000 signatures ont déjà été recueillies en quelques jours à cet effet : la multitude vote avec ses pieds ! Or il s'agit de la partie la plus peuplée, la plus riche et la plus productive de la Catalogne. 5.574.430 habitants, contre 1.921.846 pour le reste de la Catalogne. En termes de PIB 167.794 millions à Tabarnia d'euros contre 47.846 du reste de la Catalogne. Donc Tabarnia abrite presque le 75% de la population de la Catalogne et représente presque 78% du PIB catalan. Ils ont voté majoritairement pour les partis unionistes et, notamment, pour Ciudadanos, et ne peuvent se satisfaire d'un système de pondération des voix qui dévoie le scrutin au profit de la minorité, dès lors que celle-ci en profite pour les annexer à sa cause. En quoi l'application conséquente de la logique des indépendantistes aboutirait à ne laisser qu'une Catalogne croupion ayant pour chef-lieu Gérone ou Lérida, menant à l'absurde la sécession.

4 Des réactions unanimes

Les autres régions ont très mal pris cette sécession avortée. Car l'Espagne, ce n'est pas que Madrid, unique objet du ressentiment des indépendantistes. Les 16 autres régions et leurs habitants prennent fort mal l'exception que revendique la Catalogne, comme si appartenir à leur famille était une tare. D'autant que toutes ont des natifs installés en Catalogne et entendent bien qu'ils demeurent espagnols, demeurant ainsi galiciens, andalous, basques, canariens, murciens, etc. à part entière et non des étrangers dans une Catalogne indépendante à tendance crypto raciste.

Seuls les nationalistes basques ont manifesté un peu de solidarité verbale, mais ils en ont surtout profité pour bien renégocier leur budget, profitant de la particularité préservée à leur seul profit dans le droit espagnol que c'est la région basque qui négocie avec le gouvernement central de sa contribution au budget espagnol.

Par-delà le déplaisir diffus de beaucoup d'Espagnols d'être en butte à des avanies en Catalogne parce qu'ils s'opposent à l'indépendance, l'immense majorité des Espagnols ont réprouvé par principe le déni de droit commis par les indépendantistes catalans. Les souvenirs du passé ont en effet donné au pacte juridique fondateur de l'Espagne nouvelle une valeur beaucoup plus sacrée au-delà des Pyrénées que n'en revêt par exemple en France la Constitution française, car c'est ce pacte qui préserve de toute dérive. Y porter atteinte, c'est ébranler toute la modernité de l'Espagne et raviver des plaies guéries. Les Européens, dans leur totalité, n'ont pas raisonné autrement, et ont d'instinct réprouvé la rupture unilatérale et brutale d'un cadre juridique auquel l'Espagne doit sa renaissance au XX^e siècle. Tous songent en outre aux effets de précédent à éviter.

D'autant que tous sont conscients que la situation de la Catalogne était enviable en termes d'autonomie. On y affiche, on y commerce, on y administre, on y enseigne en catalan, et la langue nationale espagnole, le castillan, y est enseignée dans le système public d'enseignement en Catalogne, en tant que langue étrangère ! Comme si le français était enseigné en Bretagne ou en Corse comme langue étrangère ! Aucune des 95 régions de l'Union ne jouit de prérogatives aussi étendues. Et personne ne peut considérer le gouvernement espagnol comme oppressif. Personne ne se sent donc solidaire de la prétention catalane.

On est amené dès lors à se dire que les indépendantistes vivent dans leur rêve, qui ne recule pas devant la réclamation saugrenue d'annexer les Pyrénées orientales, et dont ils s'imaginaient qu'il allait faire descendre le paradis sur terre, que les entreprises allaient affluer, que l'Europe les choierait. La réalité ne cesse de les démentir, le droit de les condamner, mais ils persistent dans l'erreur, dût-elle être une erreur et l'illusion d'un être. Leur rêve pour eux vaut plus que toute trêve à leurs illusions. Sans oublier aussi qu'il y a à la clé le contrôle et la jouissance d'importants flux d'argent.

5 L'Espagne en Europe et dans le monde

En contraste avec ce rêve éveillé d'un destin régional à part, en train de tourner au mal de tête, la réalité de l'Espagne est à la dimension de l'Europe et du monde. Accueillie dans la communauté européenne en 1986, elle y a trouvé un

soutien à son succès et y a pour sa part apporté sa marque. Il est indéniable que l'appartenance à l'Union a fortifié le régime démocratique et l'élan collectif de l'Espagne, l'intégrant à un espace non seulement économique, mais politique, culturel, historique élargi — c'est peut-être par contrecoup l'une des causes de tel ou tel repli identitaire momentané et local, mais le gros du pays se félicite d'appartenir à l'Europe et d'y trouver une nouvelle dimension pour l'histoire de la nation espagnole dans son ensemble

En Europe, l'Espagne est un pays exemplaire. Elle a accompli toutes les réformes demandées par la Commission, libéralisé son économie qui ne compte pratiquement plus d'entreprises publiques, où les aides publiques sont sous la moyenne européenne, et dont le déficit a été ramené aux normes auxquelles la France tarde encore à satisfaire.

Sensible à ses régions, elle a obtenu deux fois de l'Union un doublement des montants alloués aux politiques régionales, et fait créer le Fonds de Cohésion qui, étant géré au plan national, permet d'abonder aussi des régions riches comme la Catalogne, non éligible aux fonds structurels. Elle a fantastiquement progressé en termes de cohésion politique, économique et sociale avec le reste de l'Union, où elle est désormais de plain-pied.

Elle participe activement à la coopération policière, judiciaire, militaire et de sécurité, consciente de n'avoir pu éradiquer le terrorisme basque chez elle que grâce à cette coopération, notamment française. Plus de 3 000 soldats espagnols sont engagés dans les opérations de maintien de la paix, et 40 % des transports aériens français de l'opération au Mali sont assurés par l'armée de l'air espagnole. L'Espagne a conscience que ce qui se passe en Afrique se passe à sa porte à elle, seul pays d'Europe à avoir une frontière commune avec un pays africain, et elle se joint donc aux efforts de tous pour y conjurer les dangers. Elle lutte contre l'immigration illégale, notamment aux Canaries, où moyennant un ample plan avec le Sénégal et d'autres partenaires, elle a réussi à quasiment l'annuler.

Alors qu'en 1986 Bruxelles employait moins de fonctionnaires pour toute l'Amérique latine que pour un seul pays africain, l'Espagne a fait entrer tout le monde hispanique dans le champ des préoccupations de l'Europe, élargissant ses vues.

Elle-même traite évidemment beaucoup avec l'Amérique latine et les USA, et milite pour que l'UE passe des accords avec le Mercosur, le Chili, le Mexique. Sur le plan intérieur de l'Union, l'Espagne a été en pointe dans le souci d'impliquer les citoyens, de promouvoir l'union monétaire, fiscale, bancaire. Elle anime une éthique véritablement européenne et, ayant beaucoup reçu de l'Europe quand il lui fallait se transformer, elle entend à présent apporter à son tour beaucoup à l'Europe, perspective autrement porteuse que de s'attarder à des particularismes d'un autre âge. À l'heure où le gouvernement régional de la Catalogne regarde vers Montserrat, Madrid et le reste de l'Espagne ont une vue à 360° du monde et de ses enjeux.

Aussi ne redoute-t-elle aucune évolution de l'Europe. Si on devait passer à une Union à plusieurs vitesses, elle y consentirait pourvu que les divers pelotons ainsi distingués restent ouverts de manière fluide, car elle se proposerait toujours de rejoindre les plus avancés. Son destin comme son dessein est européen : elle commerce plus avec la seule France qu'avec tout le continent américain, alors que

pour elle la relation avec les USA reste capitale, et celle qui l'unit au monde hispanique, fondamentale. Elle a été surprise par la réticence croissante des pays d'Europe centrale et orientale à s'acclimater dans l'Union, elle qui y a trouvé au contraire une satisfaction croissante.

Séparée du continent africain par 19 km seulement et y ayant à Ceuta et Melilla la frontière la plus inégale du monde en termes d'écart de richesse, l'Espagne se sent très concernée par l'avenir de l'Afrique, dont on voit bien qu'il devient un enjeu majeur avec ses deux milliards d'habitants attendus en 2050 et son essor économique qui fait déjà un équivalent de l'Inde, cinquième économie du monde, mais aussi avec sa pression migratoire à contenir. Elle aide donc beaucoup de pays africains à gérer leur population et leurs frontières, ainsi naturellement qu'à se développer économiquement et culturellement.

À ce titre comme à bien d'autres égards, l'Espagne fait mentir l'adage de Pascal, « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà », à mesure qu'elle devient le pays avec lequel les Français ont sans doute le plus de familiarité, la réciproque étant vraie, et qu'elle partage pleinement tous les aspects de l'identité européenne.

^[1] *Le parti anti-indépendance Ciudadanos obtient 37 sièges. Le parti séparatiste Junts Per Catalunya – qui soutient l'ancien président Carles Puigdemont – recueille 21,6% des suffrages à ce stade et recueille 34 sièges, selon le décompte officiel. Le parti indépendantiste ERC d'Oriol Junqueras, l'ancien vice-président de la Generalitat, arrive en 3e position avec 21,4% des voix et 32 sièges. Le Parti socialiste catalan arrive en 4e position avec 13,8% des voix et 18 sièges. Le Parti populaire du premier ministre Mariano Rajoy arrive en dernière position avec 4% des suffrages et 3 sièges. En suffrages exprimés, les indépendantistes ont recueillis 47,58% des voix. La majorité indépendantiste reste toutefois théorique puisque huit des 70 députés de cette tendance se trouvent en prison ou à l'étranger et ne peuvent en principe pas voter. Roger Torrent élu de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), a été désigné président du Parlement par 65 voix contre 56. La question de la désignation du président de l'exécutif reste en suspens, Carles Puigdemont ne pouvant physiquement satisfaire à l'obligation de présenter en personne le programme sur lequel il briguerait ce mandat.*

^[2] *Une pareille approche de l'identité, professée par d'autres courants d'opinion, seraient partout en Europe fustigés comme des remugles d'un nazisme mal éteint, alors que curieusement personne ne s'insurge d'entendre des partis de gauche et d'extrême gauche tenir en Catalogne des propos exactement de même teneur, sous le drapeau d'un indépendantisme porté en sautoir mais cultivant la limpieza de sangre !*